

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

AID coordination

E-mail : secretariat@aid-com.be

Site web : www.aid-com.be

Tél. : 02/246.3862

579, Chaussée de Haecht
1030 Bruxelles

AiD
Actions Intégrées de développement

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	4
2. LES CENTRES	5
3. LES STAGIAIRES	8
4. L'AID COORDINATION ET LE CAHIER DES CHARGES	9
4.1. LA REPRÉSENTATION	9
4.2. AIDE A LA GESTION	13
4.3. AIDE AU DÉVELOPPEMENT	17
4.4. LA RÉFLEXION ET L'ANIMATION PÉDAGOGIQUE	22
4.5. L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION	29
5. CONCLUSIONS	32
5.1. LES TEMPS FORTS 2019	32
5.2. LES PERSPECTIVES 2020	33
ANNEXES	35
LE PLAN D' ACTIONS DU RESEAU	36
LES STATISTIQUES 2019	42
L'ORGANIGRAMME DE L'AID COORDINATION	54

1. INTRODUCTION

Le réseau des AID a, depuis son origine, l'ambition d'accompagner et de soutenir des acteurs de développement dans le domaine de la formation et l'emploi. Ce développement s'entend au départ des territoires, en fonction des besoins socioéconomiques locaux, au plus proche des acteurs de terrain et des publics, dans une perspective durable, solidaire et égalitaire.

Ces principes, nous veillons à les mettre en œuvre avec cohérence, tant dans nos actions, que dans nos méthodes. Il s'agit d'une vision que l'on pourrait qualifier de "progressiste", "constructive", qui s'incarne dans l'action et la mise en projet.

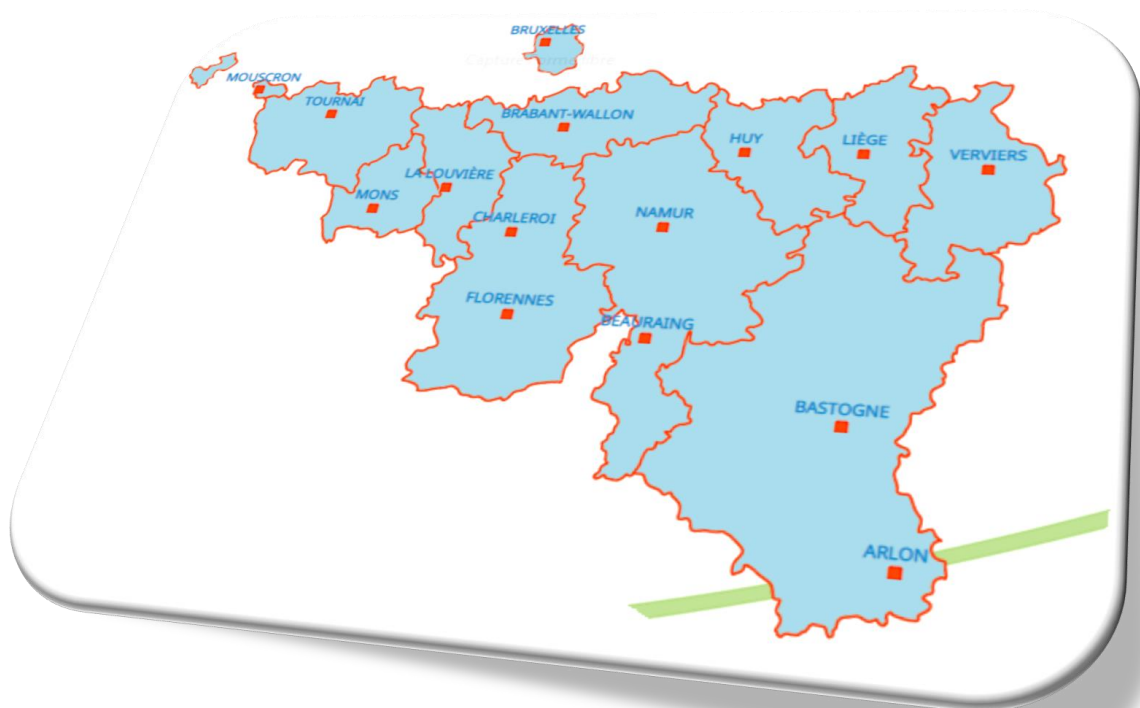
En 2019 si, comme nous le détaillons dans ce rapport d'activité, nous avons été attentifs à poursuivre notre travail de développement et d'innovation ; le contexte politique nous a toutefois contraint à nous positionner sur un autre plan : la défense et la sauvegarde de notre travail, de nos valeurs et des personnes avec qui et pour qui nous travaillons. L'action collective a heureusement permis d'opposer une certaine résistance face aux différentes attaques auxquelles nous avons été confrontés. Mais les coups ont été rudes et les cicatrices demeurent. En milieu d'année la donne politique a quelque peu changé, mais une lame de fond idéologique demeure et nous semble inquiétante. La nature du travail associatif est remise en question : notre travail est de plus en plus cadré et soumis à une pression (sociale, administrative et juridique) sans cesse croissante de la part des institutions publiques. Il y a là clairement en enjeu démocratique qu'il nous revient de défendre et de faire progresser.

Poursuivre notre dynamique de développement, construire des projets durables au service de la solidarité et de l'égalité restent au cœur de nos actions. Il nous faut en outre renforcer nos alliances afin de faire reconnaître la spécificité et la légitimité de notre travail et des acteurs qui y contribuent, et enfin défendre et faire avancer une démocratie large et participative, telle que nous l'entendons.



2. LES CENTRES

Le réseau AID se compose, de 30 associations dont 25 en Wallonie et 5 à Bruxelles. On distingue seize centres intégrés et quatorze centres associés.



Les centres membres du réseau des AID :

WALLONIE					
1	Agora	Intégré		DéFI	Alphabétisation
2	A Idées formation	Intégré		DéFI	Bureautique - Communication graphique <u>Economie sociale</u> : Maintenance informatique
3	Alter Form	Intégré		DéFI	Aide-soignant - Gros-œuvre de la construction
4	AID Hainaut Centre	Intégré	EFT	DéFI	Maçonnerie - Menuiserie - Restauration - Aide-soignant - animateur socioculturel – Vente et étalage
5	AID Soleilmont	Intégré	EFT		Aménagement et entretien de parcs et jardins
6	AID Val de Senne	Intégré	EFT	DéFI	Valoriste en ressourcerie - Rénovation écologique et classique - Menuiserie - Aide-ménager
7	Croc'Espacé	Intégré	EFT		Restauration
8	Depromesem	Associé		DéFI	Bureautique - Orientation professionnelle
9	En Avant	Associé		DéFI	Accompagnement d'enfants et accueil extra-scolaire
10	Habilux	Intégré	EFT		Aménagement et entretien de parcs et jardins - Restauration
11	L'Escaie	Intégré	EFT	DéFI	Aménagement et entretien de parcs et jardins - Parachèvement du bâtiment - Peinture - Orientation professionnelle
12	La Trêve	Intégré		DéFI	Bureautique – Alphabétisation – FLE - Orientation professionnelle - Initiation à l'informatique
13	Le Cid	Intégré		DéFI	Aide-soignant - Aide-ménager - Orientation professionnelle
14	Le Perron	Intégré	EFT		Restauration
15	La Calestienne	Associé	EFT		Restauration - Eco-cantonnier - Ecoconstruction - Nettoyage - Orientation professionnelle
16	La Charlemagn'rie	Associé		DéFI	Alphabétisation - FLE - Remise à niveau – Restauration - Initiation à l'informatique - Orientation professionnelle
17	La Passerelle	Associé	EFT		Auxiliaire de l'enfance, accueil extra-scolaire
18	Mode d'emploi Brabant wallon	Associé		DéFI	Orientation professionnelle - Remise à niveau
19	Mode d'emploi Charleroi	Associé		DéFI	Orientation professionnelle - Remise à niveau
20	Mode d'emploi Liège - Huy - Waremme	Associé		DéFI	Orientation professionnelle - Remise à niveau
21	Mode d'emploi Luxembourg	Associé		DéFI	Orientation professionnelle - Remise à niveau
22	Mode d'emploi Mons – La Louvière	Associé		DéFI	Orientation professionnelle - Remise à niveau

23	Mode d'emploi Namur	Associé		Défi	Orientation professionnelle - Remise à niveau
24	Mode d'emploi Wallonie Picarde	Associé		Défi	Orientation professionnelle - Remise à niveau
25	Parfums du Monde	Associé	EFT		Restauration
BRUXELLES					
26	ARPAIJE	Associé	AFT		Restauration
27	CEFAID	Intégré		OISP	Bureautique - Accueil et Tourisme - Webdesign - Gestionnaire PC & réseaux
28	CF2m	Intégré		OISP	Aide-comptable - Animateur multimédia – Webdesign – Web développeur - Gestionnaire PC & réseaux <u>Economie sociale</u> : Communication digitale – Recyclage et réemploi de matériel informatique
29	COFTEN	Intégré		OISP	Gestionnaire PC & réseaux - Aide-comptable - Bureautique
30	La Chôm'hier	Intégré		OISP	Alphabétisation, Remise à niveau <u>Economie sociale</u> : Restauration

3. LES STAGIAIRES

Les informations, ci-dessous, intègrent les données de l'ensemble des centres AID, qu'ils soient intégrés ou associés.

De façon synthétique, notre action en 2019 a concerné 2187 personnes. C'est un peu plus élevé qu'en 2018 (2174 personnes).

Le nombre d'heures prestées augmente également. En 2018, les centres avaient réalisé 963.164 heures. En 2019, ils en ont réalisé 969.427.

En annexe, les différents graphiques détaillent l'analyse du public par sexe, suivant le niveau de qualification (dernier diplôme obtenu), l'âge et le statut administratif à l'entrée en formation, les résultats d'insertion par rapport à l'objectif professionnel (emploi ou formation).



*Intervention de stagiaires en formation Aide-soignant(e) chez AlterForm (Liège)
lors du séminaire de clôture du projet RECTEC, Juin 2019*

4. L'AID COORDINATION ET LE CAHIER DES CHARGES

L'AID Coordination est l'outil commun pour animer le réseau et prester des services collectivement et individuellement pour l'ensemble de [ses membres](#). Elle décline ses actions en 5 axes majeurs.

4.1. LA REPRÉSENTATION

Au travers les relations partenariales ([Interfédéré](#), [Febisp](#), [Fesefa](#), ...) et les relations au politique, l'AID Coordination assure la représentation, la défense et la promotion des intérêts de tous les centres de formation du réseau AID.

L'AID Coordination veille à ce que les centres du réseau AID aient une bonne maîtrise des tenants et aboutissants des débats et soient donc impliqués dans la discussion, en particulier en amont des décisions. Cela rend indispensable une politique interne volontariste d'information et de communication. L'Inter-AID est le lieu de régulation de ces débats, tandis que le Bureau ou le CA de l'AID Coordination sont les lieux formels de prise de décision. Ces différentes instances se réunissent à un rythme mensuel afin de garantir une communication optimale et baliser l'exercice des différents mandats.

4.1.1. Les points marquants

- L'exercice de la présidence (tournante) de l'Interfédération des CISP en 2019.
- La représentation et la défense du secteur CISP face aux modifications législatives (AGW CISP, AGW GDE, Décret Inspection) voulues par le Ministre de la formation dont entre autres : concertation avec les acteurs et partenaires, négociations avec les interlocuteurs politiques, organisation d'un table ronde politique, organisation de conférences de presse, organisation de manifestations...
- La représentation et la défense du secteur dans le cadre des élections et de la mise en place des nouveaux gouvernements régionaux (rédaction d'un mémorandum, défense de celui-ci auprès des différents partis politiques, négociation avec les nouveaux cabinets...).



4.1.2. Les mandats externes “pour le compte de tous”

- **Les instances de l'Interfédération des CISP** (Bureau, CA et AG). Elles réunissent l'ensemble des représentants de chacune des cinq fédérations CISP actives en Wallonie et organise la concertation et la représentation du secteur. C'est par ailleurs via l'Interfédé que sont organisées les rencontres de concertation avec les partenaires du secteur : FOREM, MIRE, SAACE ... auxquelles participent les représentants des fédérations.
- **Le GT politique (et GT juristes)** de l'Interfédé instruit les dossiers à caractère politique en marge des instances de l'Interfédé.
- **L'assemblée générale de la FEBISP**. La concertation au sein du secteur de l'ISP bruxellois et la représentation de celui-ci sont déléguées à la FEBISP. Les AID y sont représentées directement par les centres au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration (mandat de Aurore Di Justo directrice de La Chôm'hier, débuté en 2019). L'AID Coordination est aussi présente au sein de l'assemblée générale, c'est Daniel Fastenaekel qui exerce le mandat.
- **Les instances de concertation sociale** : FESEFA et Association d'employeurs MOC. L'AID Coordination exerce par ailleurs la représentation patronale des centres du réseau au sein des instances. A la FESEFA pour ce qui est des enjeux sectoriels de l'ISP bruxellois et wallon, au sein du CE et CPPT de l'Association d'employeurs MOC pour ce qui est du niveau “entreprise”.
- **La Commission pédagogique et le GT Pédagogique** de l'Interfédé réunissent les fédérations autour de la mission de formation continuée des travailleurs du secteur et des enjeux pédagogiques de l'accompagnement des stagiaires. En 2019, ces deux lieux se sont notamment consacrées à l'approche par compétences, la reconnaissance des acquis de formation et les parcours de renforcement des compétences.
- **Le Comité de rédaction de L'Essor**, la revue du secteur qui est publiée trimestriellement par l'Interfédé à destination du secteur et de ses partenaires. Au sein du comité, les membres des fédérations développent chaque numéro de la revue grâce à leurs propres articles, ou des contributions internes ou externes au secteur, selon les sujets abordés. En 2019, le Comité de rédaction a publié quatre numéros, aux thématiques variées : le programme de formation de l'année, la valorisation de l'impact social, la désaffiliation des publics et la transition écologique.
- **Le GT communication de l'Interfédé** réunit les responsables communication des fédérations pour soutenir la construction d'une identité commune et d'une communication sectorielle. Il intervient notamment dans l'organisation d'évènements sectoriels. En 2019, le GT Communication a travaillé, par exemple, sur les mobilisations contre les mesures gouvernementales à

l'encontre du secteur, la visibilité du Mémorandum avec l'organisation d'une table ronde politique le 21 mars et la journée Portes ouvertes de l'Interfédé, le 22 novembre.

- **Le GT Analyse & Etudes de l'Interfédé** établit différents rapports analytiques en regard de l'évolutions du secteur afin de pouvoir en tirer des conclusions stratégiques. L'approche se veut tout à la fois fondamentale, par exemple en tirant le bilan annuel contrasté des heures de formation ou en explorant plus spécifiquement les causes de la diminution du nombre de stagiaires, que plus formelle, en évaluant par exemple les impacts de la révision de l'AGW "CISP" pour proposer des pistes de solutions.
- **Le GT formation de ConcertES** rassemble des représentants de ses fédérations membres. Lancé en 2019, le groupe de travail a pour objectif de définir une politique commune et collaborative de formation au sein du secteur de l'Économie sociale.



4.1.3. AID Expertise externe

- **GT accompagnement IPSP** : Une démarche a été initiée pour élaborer les contours de la fonction d'accompagnateur en CISP en 2017 et s'est terminée en 2019. Cette démarche s'inscrit dans l'action de formation des travailleurs du secteur et vise à préciser les contours de cette fonction. Un référentiel présentant les compétences à mobiliser pour les différents axes définissant l'accompagnement psycho-social, pédagogique et socio-professionnel.
- **Animation d'un module de formation de trois jours sur l'identification et l'évaluation des Savoir-Faire Comportementaux en situation professionnelle et des compétences transversales** en lien avec les Programmes individualisés de Formation des CISP.
- **Co-animation de la formation CISP QUESAKO de l'Interfédéré**, module de 2 jours permettant aux travailleurs du secteur de mieux le connaître. Le module explore l'histoire du secteur, ses enjeux, son décret, ses particularités pédagogiques ... et la manière dont la question de lutte contre l'exclusion sociale et économique des publics le traverse.
- **Chargés de cours à l'Institut Cardijn**, département Social, en BAC 3 : "Politiques d'Insertion Socioprofessionnelle". Il s'agit d'un cours à option qui emmène les étudiants, au départ d'un cadre d'analyse relatif aux différentes formes d'exclusion, à la rencontre des acteurs de l'insertion, de leurs publics, de leurs actions, de leurs interactions et de leur relation et forme d'adhésion tant à la notion de valeur travail qu'aux politiques d'activation.
- **Accompagnement d'équipes** sur résultats du projet RECTEC auprès des membres AID et à l'externe (Communauté française, Proforal).



4.2. AIDE A LA GESTION

L'aide à la gestion se construit au départ des réalités et besoins de chaque centre de formation « AID ». L'enjeu est de faire collectivement et solidairement face aux défis qui déterminent la poursuite de chaque projet individuel.

L'approche offre une réponse sur mesure mais également une mutualisation conjointe au sein du réseau pour inspiration et enrichissement respectif. Ainsi, l'AID Coordination délègue un permanent à l'accompagnement et au suivi de chacun des centres « AID » en complément de la mise à disposition partagée d'expertises tant administratives, comptables, que financières. Cela engendre une connaissance pointue de la réalité et des spécificités de chaque structure.

4.2.1. Les temps forts

- **Passage de FM Pro à GSAO** pour la gestion des informations stagiaires. 2019 a marqué un changement important dans l'évolution de l'outil de gestion des données stagiaires. Ce chantier complexe, ouvert depuis plusieurs années, et ayant mobilisé beaucoup d'énergie, a connu en 2019, un nouveau tournant. Avec l'adoption de l'outil Excel GSAO, développé par la Fédération ALEAP, utilisé par de nombreux centres CISP et adapté au secteur, l'AID Coordination a fait le choix d'un outil commun peut-être moins sécurisé et moins protégé des mauvaises manipulations, plus éloigné d'une solution de type "base de données", mais qui présente de grands avantages en termes de flexibilité, de facilité d'utilisation, d'adaptation aux besoins des centres et évolutions notamment administratives dans le secteur, ainsi qu'au niveau des coûts. Un accent particulier a été mis sur la formation des utilisateurs à ce nouvel outil, et le bilan, fin 2019, est globalement positif, voire enthousiaste.
- **GT "Administratifs et financiers"**
L'année a été particulièrement marquée par les aléas institutionnels impactant le fonctionnement des centres du réseau AID, avec à la clé des enjeux financiers à anticiper pour pouvoir ménager les structures et les équipes. Or les nouveaux dispositifs législatifs relayés en continu par l'AID Coordination soulevaient de nombreuses et légitimes questions quant à leur opérationnalisation. Entre un rythme politique incertain et la nécessité de fixer des dispositifs concrets au vu d'échéances bien réelles, la fin de l'année civile a été jugée opportune pour dresser un état des lieux et permettre au personnel administratif & financier de prendre position.

Les sources d'interrogations concernaient en particulier le Code des sociétés & associations, le Guide des dépenses éligibles et l'AGW CISP.

Un relevé a identifié les thèmes à instruire, parmi lesquels la notion de Conflit d'intérêts, la question des Statuts et du R.O.I., le cas des Marchés publics, la Comptabilité analytique, le régime des Amortissements, ou encore la Préparation des inspections. Un échange de bonnes pratiques et autres ressources déjà disponibles a alors apporté de premiers apaisements, tout en marquant certains points en suspens et en identifiant d'autres pistes à explorer.

Fort de ces informations et appréciations échangées, l'AID Coordination s'est engagée à mobiliser les expertises nécessaires et à revenir dès le début 2020 avec une série de supports documentés (type « vadémécums ») afin d'objectiver et de proposer des balises aux nouvelles pratiques à mettre en place.

- **GT « EFT »**

En lien avec les nouvelles pratiques induites par le Guide des dépenses éligibles et malgré les incertitudes liées à leur perspective, la nécessité est apparue d'objectiver sans plus attendre les choix stratégiques possibles en vue de pérenniser les activités dans ce nouveau contexte législatif, au cas par cas. Un groupe de travail notamment axé autour de la question de la limitation des bénéficiaires a ainsi exploré les pistes envisageables afin de les soumettre pour validation à l'expertise d'un réviseur d'entreprise suffisamment au fait des pratiques et contraintes de l'ISP.

- **Le FSE en Région bruxelloise**

Le CF2m étant engagé dans un processus de questionnement de la légalité et de la légitimité des conclusions d'un processus de contrôle mené par les organismes chargés de la mise en œuvre du Fonds, l'AID Coordination a poursuivi son soutien rapproché du centre qui a sollicité les compétences d'un avocat pour défendre le dossier tout en alertant le secteur de l'ISP des impacts potentiels de la vulnérabilité ainsi engendrée : ce précédent serait effectivement de nature à cautionner en l'état une approche aléatoire fragilisant son mode de financement, rendant par-là arbitraire son fonctionnement et sa pérennité.



4.2.2. Le suivi en continu selon une logique de réseau

Quatre outils singuliers matérialisent le support offert aux centres dans le cadre de l'accomplissement et du suivi de leurs missions.

- Une base de données commune

L'usage centralisé d'une base de données permet à chaque centre de répondre aux injonctions légales communes en matière de rapport administratif, tout en y intégrant les observations directement formulées au départ de la diversité des situations rencontrées sur le terrain.

- Des assurances mutualisées

La mutualisation du risque via l'AID Coordination rend sa probabilité moins aléatoire pour l'assureur et permet à chaque centre de bénéficier d'une couverture élargie en contrepartie d'une prime individuelle moins élevée.

- Un Fonds de solidarité

Une logique assurantielle solidaire a été développée via une contribution complémentaire volontaire alimentant un Fonds activable selon les circonstances.

- Une trésorerie commune

Des flux arbitrés par l'AID Coordination afin de rééquilibrer les écarts de trésorerie apparaissant au gré des financements et des activités, permet à chaque centre de bénéficier d'une garantie supplémentaire dans sa gestion quotidienne.



4.2.3. Le suivi en continu et/ou selon une approche individualisée

- **Accompagnement vacance de direction COFTeN**

En 2019, un des membres bruxellois de notre réseau, le COFTeN, a rencontré des difficultés marquées avec sa direction. Ainsi, le centre a dû fonctionner sans direction pédagogique et des ressources humaines pendant 6 mois. L'AID Coordination, via son permanent et des réunions régulières, a pu soutenir le travail de la direction financière et des coordinateurs pédagogiques afin de maintenir une activité de qualité pour les bénéficiaires et de répondre à toutes ses obligations administratives et contractuelles du centre jusqu'à l'arrivée de la nouvelle direction, en novembre 2019.

- **Gestion quotidienne d'une EFT**

L'AID Soleilmont et ses instances ont connu une année précédente agitée dont les effets continuent à impacter la vie du centre. Avec l'appui et l'expertise de Syneco, sa direction s'est attelé avec l'AID Coordination à dresser un inventaire des pratiques et des supports en place en vue de développer dorénavant plus durablement de nouveaux outils d'analyse et de suivi de l'activité économique et de l'organisation de travail en général. Le défi reste d'atteindre les objectifs pédagogiques et sociaux en pouvant s'appuyer sur un nécessaire équilibre financier sur la durée.

L'AID Habilux a pour sa part vu son Président marquer un pas de côté, la direction et l'AID Coordination se sont dès lors attelés dans les mois qui ont suivi à resserrer les liens et à renforcer leurs expertises respectives en fonction de la redistribution des rôles et des activités et divers projets à mener de front.

- **Comptes en miroir**

Compte-tenu de l'interconnexion organisée du réseau et des inévitables mouvements intervenants par ailleurs au sein des équipes, un travail de mise en concordance de la comptabilisation des différentes opérations s'est poursuivi en 2019, de sorte que la connaissance réciproque se renforce alors également par ce canal.



4.3. AIDE AU DÉVELOPPEMENT

En fonction des questions abordées collectivement ou des enjeux relevés individuellement dans les centres, des réponses spécifiques et adaptées sont données aux centres membres du réseau des AID. Cette mission d'aide au développement se met en œuvre par un accompagnement particulier des centres, en fonction de leurs envies et besoins de développement. Organisation du travail, développement des outils, amélioration de l'encadrement, ... l'accompagnement se fait toujours en articulation avec les réalités quotidiennes des équipes.

En 2019, certains projets dans les centres ont particulièrement mobilisé l'AID Coordination :

- Mettre en chantier les savoirs de base à L'Escale

Réfléchi en 2018 puis lancé en 2019, le projet «Mettre en chantier les savoirs de base » a rassemblé les équipes de L'Escale et de Lire et Ecrire Wallonie Picarde autour de la question de l'apprentissage des savoirs de base. Au fil des rencontres alliant immersion sur terrain et réflexion collective, les équipes ont pu mieux se rendre compte des réalités de terrain des lacunes en savoirs de base de leurs stagiaires. Elles en ont dégagé des pistes d'action concrètes pour améliorer l'apprentissage des savoirs de base. Les solutions envisagées tournent autour de deux axes :

- Le développement d'outils pédagogiques concrets et une attention plus systématique des savoirs de base lors des évaluations ponctuelles.
- La mise en place de collaborations plus formelles entre L'Escale et Lire et Ecrire Wallonie Picarde, notamment par le développement d'un dispositif de formation concomitante pour les stagiaires de L'Escale.



En 2020, les équipes continueront leur travail pour concrétiser et implémenter ces solutions :

- **Intervision des directions bruxelloises**

Le dispositif d'intervision des directions des AID bruxelloises, lancé en 2018, a continué tout au long de l'année. Au départ d'un souhait des directions de pouvoir bénéficier d'un lieu informel de partage et de mise en commun de leurs réalités quotidiennes. Au cours des rencontres, les thématiques et problématiques exposées ont été diverses : gestion d'équipe, gestion quotidienne, formation continue, posture professionnelle, sources de financement, développement stratégique, la coordination pédagogique des équipes, la gestion des publics, les relations partenariales, etc. A la fin de l'année, les objectifs ayant été atteints, le groupe a décidé de continuer la dynamique en 2020, toujours encadré par l'AID Coordination et le CIEP Communautaire.

- **IDCLIC à l'A Idées Formation**

Souhaitant diversifier son action et développer, en cohérence avec ses missions, une action de développement de l'emploi, l'A Idées Formation a lancé IDCLIC, son service de maintenance informatique. Le secteur d'activité choisi vient compléter adéquatement l'offre de formation et les compétences internes de l'équipe. IDCLIC poursuit l'objectif suivant : créer à terme des opportunités d'emploi durables et de qualité pour un public faiblement qualifié et en difficulté d'insertion socioprofessionnelle.

- **Mise au vert du COFTeN**

En 2019, l'équipe du COFTeN a entrepris de se réinterroger sur le centre et ses valeurs lors de leur mise au vert annuelle. La Coordination a donc été mobilisée, sur base des travaux autour de la charte du réseau réalisés en 2018 à l'A Idées Formation.

Durant une journée, avec la contribution du CIEP Communautaire, l'équipe a pu parcourir l'histoire du Mouvement et les liens historiques entre le centre, le réseau et le mouvement. Cette journée fut également l'occasion de s'intéresser de plus près à la dimension émancipatrice de l'insertion socioprofessionnelle, et plus largement sur les principes d'éducation permanente.

- **Accompagnement ILI via Risome**

Sous l'impulsion de la ministre de l'action sociale, Alda Greoli, le gouvernement wallon, au travers d'un décret spécifique a souhaité voir s'instituer un nouveau secteur, celui des Initiatives Locales d'Insertion (ILI) dont la vocation est d'accompagner les personnes en situation de migration dans leur parcours d'insertion en Wallonie. Dans ce cadre, sachant que plusieurs AID développent des activités de ce type et que de nombreux autres acteurs proches du Mouvement ouvrier chrétien en font de même, nous avons entrepris de développer une structure de coordination propre à ceux-ci: RISOME. En 2019 nous avons été dans une phase "institutive": réunir les membres, se donner un cadre de valeurs et missions, organiser des instances, organiser la communication interne et externe... Mais rapidement les enjeux institutionnels et politiques se sont invités en nous poussant à la fois à co-organiser la concertation sectorielle et à s'inscrire dans les

lieux de concertation formels organisés par le gouvernement. L'ampleur du défi nous a conduit à recruter dès 2019 une permanente attachée principalement à ces travaux.

- **Refonte du partenariat Promotion Sociale d'En Avant**

Dans le cadre du partenariat de l'asbl En Avant avec l'Ecole de Promotion Sociale de Frameries pour assurer la passerelle vers la formation d'Educateur ESS, un travail de fond a dû être mené pour s'adapter au passage de 3 à 2 ans de ladite formation à l'IEPSCF. En effet, suite à un changement de direction de l'établissement et à la réorganisation de la formation, le partenariat a été remis en cause, tant sur le fond que sur la forme. Grâce à cet accompagnement, des ajustements ont permis de rendre cette passerelle à nouveau opérationnelle.

La conclusion de la nouvelle convention de partenariat entre le centre et l'école est prévue courant 2020.

- **La formation continuée**

Au-delà de son implication au sein de la Commission Pédagogique et du GT Pédagogique de l'Interfédé et des divers groupes de travail internes d'aide à la gestion mis en place en 2019, l'AID Coordination travaille aussi à la formation continuée du réseau AID au travers de l'InterAID.

Cette réunion mensuelle réunit les directions et coordinations des centres, ainsi que leurs collaborateurs concernés par les thématiques débattues.

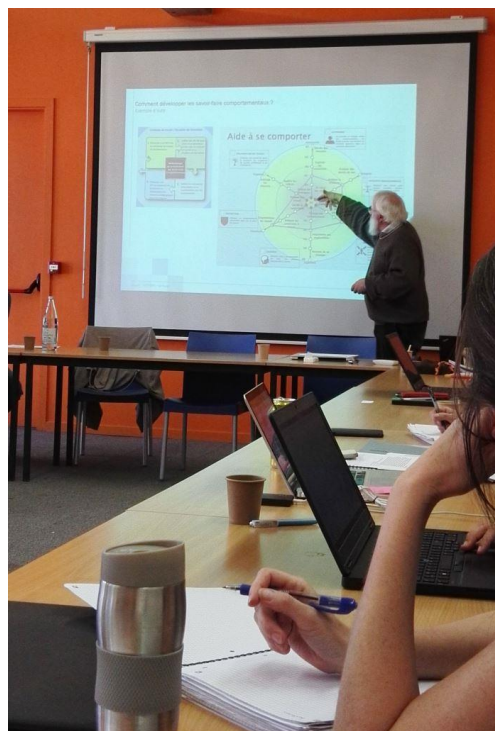
Ainsi, chaque mois, une thématique centrale est abordée, tantôt plutôt de l'ordre pédagogique, d'autrefois plus "technique" (gestion quotidienne, enjeux politiques, etc.). Ces thématiques sont sélectionnées de manière à être en lien avec les réalités et actualités des centres AID, et résultent de la réflexion de l'équipe de la Coordination à travers son plan d'action.



En 2019, les Inter-AID ont traité des thématiques suivantes :

Janvier 2019	Présentation du plan d'action pluriannuel 2019-2020-2021
Février 2019	<p>Précarisation des publics en ISP et impact sur la nature du lien sociopédagogique, avec :</p> <p>Philippe Defeyt, de l'Institut pour le développement durable (IDD) pour présenter l'étude de l'Institut sur l'évolution de la précarité en Wallonie</p> <p>Catherine Smith du Service Etudes et Statistiques de Bruxelles Formation pour présenter l'étude commandée par le Cabinet Gosuin sur la précarité du public en formation professionnelle en Région bruxelloise</p>
Mars 2019	<p>Métiers en pénurie / Métiers d'avenir en lien avec l'évolution de nos filières</p> <p>Objectivation des emplois en pénurie, avec Jean-Claude Chalon, directeur Analyse du Marché de l'Emploi et de la Formation au Forem</p>
Avril 2019	Semaine Sociale du MOC
Mai 2019	<p>Formation continuée des équipes AID, avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le service conseil Competentia de l'APEF pour présenter la gestion des compétences, sa mise en œuvre, son évaluation et son suivi • Le staff pédagogique de l'Interfédé pour présenter les conclusions de l'étude Orchis sur les besoins en compétences et formation dans le secteur • Mode d'emploi pour présenter sa future politique concertée de formation
Juin 2019	<p>Formation sur la prévention du burn-out</p> <p>Comprendre le phénomène, ses effets et apprendre à identifier les facteurs de risques tout en disposant d'outils pratiques, avec Catherine Hue, Conseillère en prévention aspects psychosociaux au CESI</p>
Septembre 2019	<p>Résultats de l'enquête Interfédé sur le taux d'occupation et décrochage en CISP, avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Louise Nikolic, chargée d'étude de l'Interfédé • Yannick de Briey, coordinateur réseau de l'Interfédé
Octobre 2019	Journée de formation Syneco : Le nouveau code des sociétés appliqué aux ASBL

Novembre 2019	La fracture et les inégalités numériques Présentation du projet IDEALiC sur la question de l'inclusion numérique, avec : <ul style="list-style-type: none">• Périne Brotcorne, chercheuse au CIRTES et Assistante à la FOPES,• Laura Faure, chercheuse à la FTU
Décembre 2019	Ateliers AGW CISP & Guide des Dépenses éligibles Traitement des questions juridiques, administratives et comptables relatives aux deux Arrêtés du Gouvernement wallon



4.4.1. La reconnaissance des acquis :

L'année 2019 a été marquée par la clôture des deux projets européens :

STEP 4 SFC: Colloque de clôture : Louvain-la neuve Février 2019

RECTEC: Colloque de clôture: Bruxelles Juin 2019

Pour rappel, ces projets Erasmus+ ont contribué à s'investir dans l'identification et le développement des savoir-faire comportementaux en situation professionnelle et des compétences transversales des stagiaires en ISP.

L'objectif sous-tendant ces projets a été de permettre une appropriation critique de l'approche par compétences, en vue soit de l'adapter au secteur ISP, soit de la compléter pour préserver la spécificité des actions mises en œuvre par le secteur.

Ainsi, des adaptations, des garde-fous et des compléments ont été ajoutés aux méthodologies d'approche par compétences.

Nous pensons que certains aspects pédagogiques doivent être mis en dehors de l'approche par compétences, ou du moins sortis des logiques d'évaluation sommative ou trop standardisées. En particulier, ce qui a trait au travail de (re)socialisation, de développement de comportements ou de pensées critiques et citoyennes.

Toutes les informations sur ces projets et leurs thématiques sur notre site dans la rubrique "Nos projets" : [Approche par compétences](#) et sur les sites respectifs des projets : <http://rectec.ac-versailles.fr/> et <https://step4-sfc.eu/>



Afin de renforcer les différents travaux engagés depuis près de 20 ans au sein du réseau AID, deux autres projets relatifs à la reconnaissance des acquis de nos publics ont été entamés, soit en tant qu'expert soit comme porteur de projet:

Programme d'Appui aux Réformes Structurelles - PARS: "Reconnaissance des acquis d'apprentissage en CISP"

Le SPW Emploi-Formation et l'Interfédéré ont sollicité le soutien de la Commission Européenne (via le Programme d'Appui aux Réformes Structurelles – PARS) et de l'OCDE dans le but d'améliorer la reconnaissance des acquis d'apprentissage en CISP pour les personnes peu scolarisées. L'objectif du projet est de faciliter leur insertion socioprofessionnelle et de favoriser les passerelles avec d'autres opérateurs.

L'AID Coopération a été engagée par l'OCDE comme expert local en matière de reconnaissance des acquis en Belgique francophone.

La durée du projet est de deux ans (2019-2021) et se déroule en trois étapes :

- 2019 : Relever des pratiques CISP en matière d'évaluation et de reconnaissance des acquis et analyse d'expériences probantes dans d'autres pays européens. Cette phase s'est clôturée par un séminaire le 9 décembre 2019.

L'ensemble des documents de la journée est disponible via ce lien : <https://emploi.wallonie.be/home/formation/cisp/reconnaissance-des-acquis-dapprentissage-en-cisp.html>

- 2020 : Premier consensus au sein du secteur sur les recommandations à formuler afin de renforcer et de développer les systèmes d'évaluation et de reconnaissance des acquis en CISP.
- 2021 : Analyse de la pertinence, de l'intérêt et des modalités d'un système qualité. Cette troisième phase se terminera par un séminaire où seront discutées et validées les recommandations à formuler auprès du Gouvernement wallon en matière de reconnaissance des acquis pour les CISP.



ENVOL : “Reconnaissance des compétences transversales et professionnelles aux premiers niveaux du Cadre Européen des Certifications (CEC)”

ENVOL est un projet européen ERASMUS+ dont l'AID coordination est porteur. Il vise la reconnaissance des acquis des adultes peu qualifiés dans le cadre de formations non et/ou informelles.

Les résultats attendus en avril 2022 sont :

- Une procédure de reconnaissance aux niveaux 1 et 2 pour identifier et définir les processus et procédures par lesquels l'apprentissage non formel et informel pourrait être reconnu aux niveaux 1 et 2 du CEC : ateliers d'apprentissage mutuel pour découvrir des mécanismes innovants pour l'évaluation des résultats d'apprentissage dans les systèmes de formation professionnelle formelle, non formelle et informelle
- Un modèle de positionnement pour le développement d'un modèle pour le positionnement des évaluations formatives et sommatives des pays partenaires aux niveaux 1 et 2 du cadre des qualifications
- Un guide pratique pour permettre le positionnement des résultats d'apprentissage aux niveaux 1 et 2 du cadre national des certifications (basé sur le cadre européen des certifications)
- Un guide de recommandations pour disposer de recommandations politiques pour la mise en œuvre de la reconnaissance de l'apprentissage non formel/informel aux niveaux 1 et 2 du cadre européen des certifications

Toutes les informations sur le projet et ses thématiques sur notre site dans la rubrique “Nos projets” : [Reconnaissance & validation des acquis](#). Vous pouvez également accéder et vous abonner à la page Facebook du projet via ce lien: <https://www.facebook.com/envol2020/>



D'autres projets ont également occupé une place particulière cette année. Soit car ils entraient dans leur phase terminale, soit parce qu'ils étaient nouvellement lancés.

Des projets relatifs aux compétences de base liées au numérique, au travail pédagogique spécialement dédié aux formations par le travail, un nouveau projet avec pour objectif de lever les freins au parcours de nos stagiaires en développant l'émancipation et, pour terminer, un projet permettant de favoriser l'accompagnement des publics atteints de troubles psychiques et psychologiques.

4.4.2. L'Approche par compétences :

TAACTIC : *“Compétences digitales de base et métiers du numérique”*

L'objectif général du projet TAACTIC (projet européen ERASMUS+) dont l'AID Coordination assure la gestion, est d'identifier, de développer et de visibiliser les compétences de base numériques des personnes faiblement qualifiées et des publics adultes fragilisés afin d'améliorer leur inclusion sociale, la poursuite de leur parcours de formation et leur accès à un emploi durable et de qualité.

TAACTIC apportera des réponses aux personnels éducatifs qui se posent les questions suivantes :

- Quelles compétences numériques de base mes apprenants doivent-ils avoir acquis en fin de formation ? (IO2 - Cadre de référence commun/ module de formation)
- Ont-ils déjà acquis certaines de ces compétences ? (IO1 - Bilan de compétences numériques)
- Comment puis-je mettre en œuvre et faciliter l'apprentissage des compétences qu'ils n'ont pas ? (IO3 - Activités pédagogiques)
- Quelles compétences plus spécifiques ma formation doit-elle cibler pour que mes apprenants puissent orienter leur parcours vers des métiers d'avenir du numérique ? (IO4 et IO5 – recommandations et ressources pédagogiques)

Ce projet a débuté en novembre 2019 et se clôturera en avril 2022.

Toutes les informations sur le projet et ses thématiques sur notre site dans la rubrique “Nos projets” : [Approche par compétences](#)

PSYCH UP : “Accompagnement des stagiaires présentant des troubles psychiques”

Le Projet Psych Up est un projet européen Erasmus+ de 35 mois porté par l'INFREP (Organisme français) qui a pour objectif, d'un part de tracer les contours de la fonction de « Référent handicap psychologique » pour accroître les compétences des professionnels de l'éducation et de la formation professionnelle (EFP) et d'autre part d'améliorer l'accompagnement en formation des apprenants souffrant de troubles psychologiques durant leur formation.

Le projet a été lancé en octobre 2018 et se clôturera en août 2021.

Toutes les informations sur le projet et ses thématiques sur notre site dans la rubrique “Nos projets” : [Approche par compétences](#) et sur le site du projet: <https://psych-up.net/news/>



4.4.3. Vers l'emploi :

NT4S : Outils pour la formation en EFT

NT4S est un projet européen ERASMUS + dans lequel l'AID Coordination est impliquée en tant que porteur de projet. Les objectifs spécifiques du projet ont porté sur :

- L'amélioration de la compréhension et de la connaissance des nouveaux outils de formation dans le modèle formation en situation travail ;
- Le développement d'activités de formation et de nouveaux outils de formation pour les formateurs dans ce domaine ;
- La sensibilisation des décideurs sur les modèles d'apprentissage basé sur le travail, en particulier dans les territoires très en retard par rapport aux objectifs de l'UE.

Les résultats produits en 2019 sont :

- Le partage et la production d'outils pédagogiques répondants aux besoins en compétences des formateurs par le travail et aux enjeux de la lutte contre les discriminations. Sur base de l'analyse des besoins en compétences d'une part, et en tenant compte des recommandations en termes de lutte contre les discriminations d'autre part.

- Des recommandations en lien avec celles du projet Erasmus+ « EFT » afin de poursuivre la réflexion sur les différentes modalités d'organisation de la formation par le travail, les conditions de réussite, les apports de ce projet à la réflexion, les questions et enjeux afin de permettre à ce modèle original de se diffuser. Ces recommandations seront adressées à la fois aux acteurs de la formation, mais aussi aux responsables administratifs et politiques de la formation et ce dans les différentes régions et pays représentés au sein du consortium.

Toutes les informations sur le projet et ses thématiques sur notre site dans la rubrique "Nos projets": [Vers l'emploi](#) et sur le site du projet : <http://www.nt4s.eu/>



Nouveaux outils pour nouvelles compétences en formation par le travail

4.4.4. Emancipation et citoyenneté :

EDAP : "L'Europe donne des ailes à vos projets"

Le projet EDAP (L'Europe donne des ailes à vos projets) est un projet européen Erasmus+ dont l'objectif est d'encourager l'émancipation des personnes défavorisées, en levant les freins qui entravent leur choix de parcours, en leur facilitant l'accès à un emploi durable et à un épanouissement social.

Ces objectifs seront atteints grâce à l'élaboration d'un parcours-type, d'outils communs venant soutenir les étapes-clés de ce parcours, une analyse des postures d'accompagnement et la réalisation d'un profil métier pour l'accompagnateur.

Ce projet s'étend de novembre 2019 à mars 2022. Son domaine d'activité principal est celui de la restauration mais les résultats seront transférables à d'autres secteurs. L'approche est systémique et axée sur le renforcement des compétences des publics.

Toutes les informations sur le projet et ses thématiques sur notre site dans la rubrique "Nos projets" : [Emancipation et citoyenneté](#)



L'Europe donne des ailes à vos projets

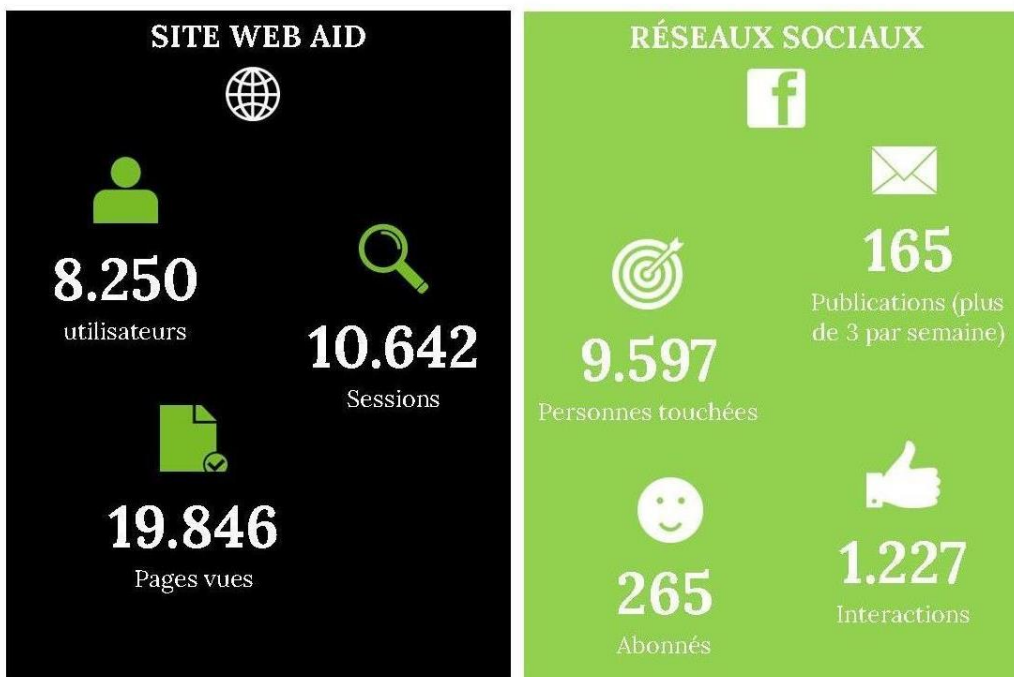


Ces projets ont été financés avec le soutien de la Commission européenne. La présente communication n'engage que son auteur et la Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y sont contenues

4.5. L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION

Une des missions de l'AID Coordination est d'organiser et de faciliter les flux d'informations, que ce soit à destination des centres pour qu'ils accèdent à une information actualisée, synthétisée et pertinente, ou à destination d'acteurs externes, en soutenant la communication interne et externe du réseau AID et de ses membres.

4.5.1. Chiffres clés



4.5.2. Les points forts

- Continuité et régularité des deux **nouveaux supports de communication** :
 - ✓ **L'AID En Bref**, est une publication électronique exclusivement à vocation interne, qui présente des informations courtes, ancrées dans l'actualité, venant en échos de l'Inter-AID. En principe, chaque Inter-AID est suivie d'un AID En Bref, envoyé par mail et publié sur l'[Intranet AID](#) (Exclusivement accessible aux membres). En 2019, huit numéros sont parus.
 - ✓ **L'AID News** est une newsletter électronique trimestrielle de huit pages. Elle est destinée à faire écho, de manière large, à la vie du réseau AID. Elle s'articule principalement autour d'informations "mouvement", "membres" et "Coordination". Elle poursuit un objectif de communication interne au réseau sur les activités et projets des uns et des autres, mais surtout un objectif de visibilité externe de ces projets auprès des partenaires et du réseau au sens large. En 2019, trois [AID News](#) sont parues.

en avril ([AID News n°2](#)), en juin ([AID News n°3](#)) et septembre ([AID News n°4](#)). L'[AID News n°5](#) a été publiée début janvier 2020.

- Développement de la communication via **les réseaux sociaux**. Entamé en 2018, le travail d'animation de la page Facebook, porte ses fruits (voir l'infographie "chiffres-clés"). Il passe par des publications systématiques et régulières, la veille informationnelle sur les pages des centres et des partenaires proches, le renvoi ou la complémentarité entre les supports de communication AID et un travail régulier de reporting et d'analyse de l'impact des publications.
- **Dissémination des projets Européens** qui occupe une place toujours plus importante pour les évaluateurs, ce qui a pour conséquence mobiliser plus systématiquement l'énergie et les compétences des partenaires dans ce domaine. La dissémination des projets européens a tendance à être plus professionnelle et plus soutenue au fil du temps. Elle occupe ainsi une place importante dans les actions de communication de l'AID Coordination mais permet également une réelle visibilité de ses projets et de ses expertises à l'échelle européenne.
- Articulation des chantiers "communication" de l'AID Coordination dans **un plan de communication**. L'année 2019 a été l'occasion de poser, à nouveau, une réflexion autour de la stratégie de communication de l'AID Coordination. En partant de différents constats et propositions, articulés autour de 3 axes (communication interne, communication externe et communication des projets européens), un plan d'action a été établi comprenant notamment un questionnaire d'évaluation des supports de communication auprès des membres ainsi que la création d'une nouvelle page "outils de communication" sur l'intranet. Dès janvier 2020, la communication sera mise à l'honneur en Inter-AID, avec un focus et des outils pratiques pour réaliser un plan de communication pour son organisation.
- Un **site Internet** en évolution et en amélioration permanente. Toute l'équipe garde un œil attentif sur les éventuels liens obsolètes, bugs, points d'amélioration ou information à modifier sur le site web, que ce soit sur la partie publique ou privée. Par ailleurs, pour anticiper ces liens obsolètes, un travail de veille semestriel, a été instauré. Même si les actualités trouvent le plus souvent leur place sur la page Facebook, les plus importantes et celles concernant particulièrement les projets de l'AID Coordination sont relayées à la une du site, qui est ainsi régulièrement mise à jour. Certaines mises à jour techniques fin 2019 ont mis en lumière une infrastructure dépassée, qui devrait conduire à la modernisation future du site (voir plus loin).
- Une présence continue au **GT communication** permet une bonne circulation des informations et amène davantage de cohérence, d'une part entre les efforts de communication des fédérations, et d'autre part dans les actions de communication sectorielle. Les événements coordonnés par l'Interfédé nécessitent un investissement mais participent à une meilleure visibilité de nos projets, comme par exemple lors de la journée Portes Ouvertes du 22 novembre.

4.5.3. Les chantiers communication 2020 :

- Le **site Internet** a connu en 2019 des problèmes techniques qui ont mis en exergue la vétusté de l'infrastructure technique. Le renouvellement du site Internet devra être envisagé en 2020 et mis en œuvre en 2021. En termes techniques, de fonds et de forme, il s'agit d'un chantier d'envergure.
- Continuer la **publication de l'AID En Bref et de l'AID News**, qui rencontrent un accueil très favorable des publics visés. Un travail peut néanmoins être entrepris pour élargir davantage la diffusion de l'AID News, dans les équipes et auprès des partenaires.
- Continuer le travail de veille et de publication d'informations sur les **réseaux sociaux**, pour avoir toujours des informations récentes et mises à jour, est nécessaire pour "exister" sur ces réseaux.



5. CONCLUSIONS

5.1. LES TEMPS FORTS 2019

JANVIER:

Une année pleine de défis s'annonce. La présidence de l'Interfédé parmi bien d'autres choses.

FÉVRIER:

Précarisation des publics en ISP et impact sur la nature du lien socio pédagogique. La réflexion continuée et une volonté de remise en question perpétuelle de notre travail, sont les gages que nous nous donnons pour que nos actions restent en phase avec les besoins de nos publics.

MARS:

"LES CISP SOUS PRESSION, PASSENT À L'ACTION: préserver l'intégrité du secteur, ses missions, son financement" (AID News)

AVRIL:

Un mois avant des élections chargées d'espoirs, à Bruxelles, comme en Wallonie, les centres AID tissent des alliances pour que les enjeux du secteur de l'ISP soient entendus.

MAI:

Les métiers évoluent, les compétences aussi, nos formations doivent suivre pour qu'elles puissent demeurer de réels tremplins vers l'emploi pour nos stagiaires. Mais rien de tout cela n'est possible sans une politique de formation continuée de nos collaborateurs.

JUIN :

"LES CISP EN PÉRIL: manifestations et bras de fer entre les pouvoirs publics et le secteur CISP à propos du maintien des subventions" (AID News).

JUILLET:

Le projet RECTEC, tout comme avant lui le projet STEP 4 sont clôturés. Deux projets liés par une volonté d'exigence conceptuelle articulée à un ancrage de terrain dans le champ de l'approche par compétences. Pour l'un, comme pour l'autre la reconnaissance du travail réalisé s'est marquée par une présence importante et variée du public.

AOÛT:

De nouveaux projets ont été acceptés: TAACTIC, ENVOL et EDAP. Autant de nouvelles perspectives d'innovations pour les AID et leurs partenaires.

SEPTEMBRE:

Problèmes de recrutement, d'accroche et de maintien en formation. Les CISP sont confrontés à une nouvelle problématique qu'il s'agit de cerner.

Première étape: observer le problème, avant de pouvoir le comprendre dans ses différentes dimensions pour ensuite y apporter les réponses ad-hoc.

OCTOBRE:

"NOUVEAUX GOUVERNEMENTS, ENTRE ESPOIRS ET CRISPATIONS..." (AID News).

NOVEMBRE:

Un environnement législatif et administratif qui se complexifie et qu'il s'agit de maîtriser pour ne pas le subir: AGW CISP, AGW GDE, réforme du code des sociétés... Autant de nouvelles législations décortiquées au bénéfice des membres du réseau.

DECEMBRE:

PARS: premier événement public de cet ambitieux projet qui, sous l'égide de l'OCDE et en étroite collaboration avec les acteurs secteur, vise la reconnaissance des acquis d'apprentissage en CISP.

5.2. LES PERSPECTIVES 2020

La représentation : En Wallonie, le premier enjeu consistera à poursuivre l'intense travail de lobbying vis-à-vis des pouvoirs publics afin de corriger les deux nouvelles législations (AGW GDE et AGW CISP) votées sous la précédente législature. A Bruxelles, ce sont les modalités de financement, et singulièrement le FSE qui sera au centre de toutes les attentions : nouvelle programmation, nouvelle méthodologie de justification et peut-être à terme, l'émancipation de cette source de financement très contraignante.

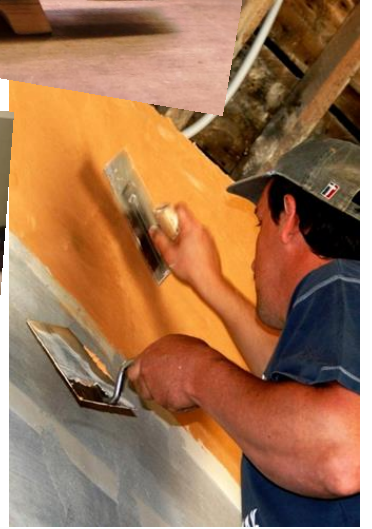
L'aide à la gestion : 3 vadémécums viendront offrir aux centres un support éclairé et commenté sur la mise en œuvre recommandée de nouvelles pratiques tant administratives et financières (cf. Code des Sociétés & Associations & Guide des Dépenses Éligibles) que plus pédagogiques (cf. AGW CISP) pour satisfaire ainsi aux évolutions législatives.

L'aide au développement : Dès la fin de l'année 2019, l'AID Coordination a soumis au réseau AID différentes thématiques à explorer dans le cadre des appels à projets Erasmus+ annuels. En 2020, deux candidatures seront déposées : d'une part, un projet travaillant sur l'accompagnement des travailleurs en insertion (Article 60, SINE, etc.) et, d'autre part, un second projet explorant l'aspect formatif de la pratique sportive dans le secteur de l'insertion socioprofessionnelle. Enfin, la question de l'articulation formation/emploi reste une question à approfondir : via les emplois d'insertion et/ou le renforcement des actions d'économie sociale.

L'animation pédagogique : Les projets en cours seront bien sûr suivis. Trois thématiques mobiliseront particulièrement l'AID Coordination et ses membres : la reconnaissance des acquis d'apprentissage (projet PARS et projet ENVOL), les parcours de renforcement des compétences (dynamique Upskilling Pathways du CCEF) et les compétences numériques (projet Start Digital porté par le SPW, projet TAACTIC).

Communication : Le renouvellement du site Internet et la refonte de l'espace intranet constituera le principal chantier des deux prochaines années.

Contexte Coronavirus : Le printemps 2020 a fortement ébranlé nos sociétés, en ce compris nos centres de formation. A court terme, il s'agit d'une crise à gérer : définir des mesures de sécurité sanitaire, maintenir le lien social avec nos stagiaires, poursuivre un certain travail formatif, même à distance, défendre la sécurité financière des centres, préserver l'emploi de nos travailleurs, mobiliser nos équipes autour de ces enjeux... A moyen terme, il s'agira de tirer les enseignements positifs de cette période au niveau des innovations organisationnelles et pédagogiques qui mériteront d'être maintenues et approfondies. Par ailleurs, une très grande attention devra être apportée aux impacts économiques de cette crise : impacts pour les centres (financements, rentrées propres et équilibres financiers), impacts pour les stagiaires (opportunités de stage et d'emploi) afin de pouvoir apporter les réponses adéquates, aux niveaux particuliers et collectifs.



ANNEXES

Le plan d'actions du Réseau

Les statistiques

L'organigramme de l'AID coordination

Le plan d'actions du réseau

En janvier 2019, toute l'équipe de l'AID coordination a eu le plaisir de présenter son plan d'action pluriannuel 2019-2021 lors de l'Inter-AID de Janvier 2019.

Ce plan d'action a été validé par ses membres et son conseil d'administration. Il sera actualisé annuellement et permettra de soutenir les missions dévouées à la coordination et présenté en détails dans le chapitre 4 de ce rapport « L'AID Coordination et le cahier des charges »

OBJECTIFS ET PRIORITÉS 2019-2021

REPRESENTATION		
Finalités	Objectifs	Priorités
Représenter et défendre les intérêts des centres de formation AID et leurs stagiaires	Assurer la représentation et la défense des intérêts des centres AID et des stagiaires au niveau: + du mouvement (MOC, CSC) + du secteur (Interfédé, Febisp) + des instances de concertation sociale (CE/CPPT mouvement social, Fesefa) + des administrations régionales (DG, Forem, Bruxelles Formation) + des Ministères de l'Emploi et de la Formation régionaux	Assurer la présidence de l'Interfédé en 2019
		Assurer la représentation et la défense du secteur dans le cadre des élections et de la mise en place des nouveaux gouvernements régionaux
		Co-construire et alimenter les mandats des représentants par les membres

AIDE A LA GESTION		
Finalités	Objectifs	Priorités
Suivi de l'évolution des législations	<p>Identifier l'évolution des législations susceptibles d'impacter les centres de formation.</p> <p>Synthétiser et vulgariser l'information.</p> <p>Identifier les enjeux.</p> <p>Construire des pistes de réponses.</p> <p>Développer des stratégies de lobbying pour influencer les dispositifs futurs</p>	<p>- Avant-projet AGW CISP</p> <p>- Avant-projet Guide des dépenses éligibles</p> <p>- Avant-projet décret insertion</p> <p>- Réforme du droit des sociétés</p> <p>- UBO</p> <p>=> Identification des enjeux + lobbying</p> <p>Méthode:</p> <p>+ travail d'analyse et de vulgarisation par l'AID Coordination + alimentation par les centres d'éléments pour construire le positionnement AID + information via l'Inter AID et AID en Bref.</p> <p>Développer des outils et actions de résistance et d'adaptation pour répondre aux évolutions législatives. Accompagner les centres dans l'implémentation de ces outils et actions</p> <p>Méthode:</p> <p>+ groupes de travail en Inter-AID ou spécifiques</p> <p>+ accompagnement individuel</p> <p>Pérenniser et stabiliser le système de veille:</p> <p>+ Construire au départ de ressources internes et externes un "pool" d'experts sur les différentes matières + Archiver et référencer les notes d'analyses et les outils de gestion servant à répondre aux évolutions => lien avec les GT com et GT gestion</p>
Décret et inspections : Veille et soutien aux centres	<p>Préparer les centres à être en ordre par rapport aux prescrits</p> <p>Accompagner et/ou défendre les centres lors de litiges avec les inspections</p> <p>Construire un rapport de force collectif (via Interfédé, Febisp...) => lien représentation</p>	<p>Affiner la check-list des différentes "preuves" à fournir</p> <p>Définir des procédures à mettre en place (appels d'offre, signatures des stagiaires...)</p> <p>Méthode (Opérationnalisation via GT Gestion):</p> <p>+ Sur base des bonnes pratiques existantes => sous-groupes spécifiques</p> <p>+ Formalisation et mutualisation via l'Intranet par l'équipe</p>

		<p>Organiser le retour d'information (mutualisation) en fonction de la façon dont se déroulent les inspections.</p> <p>=> Via l'Inter-AID (responsabilité des centres)</p> <p>Accompagner les centres wallons en cas de litige avec l'Inspection</p> <p>Accompagner les centres Bruxellois par rapport au FSE</p>
Outils de gestion économique et financiers	Partage & élaboration d'outils et de pratiques pour améliorer la gestion administrative et financière des centres	Suivi de l'actualité (évolution des prescrits)
		En fonction des échéances récurrentes (inspections, rapports d'activité...)
		Réponse à des besoins spécifiques, individuels ou ponctuels
FM Pro	Avoir un outil fonctionnel d'encodage des données stagiaires qui rencontre les besoins d'une majorité d'utilisateurs (appropriation, autonomie, fonctions, facilité d'encodage, adaptation aux besoins, etc.)	Développement des modules et options restants
		Accompagnements individuels (en permanence / sur demande) Formation collective (?)
		Développement de solutions complémentaires ou alternatives
Evaluation des pratiques / Pertinence de nos pratiques	Développement d'un outil/méthodologie pour évaluer l'impact social de nos actions	Recherche de support / bonne pratique pertinents pour mesurer la faisabilité dans notre secteur
		Appel à projet sur la thématique pour développer un outil / méthode adaptés au secteur
Gestion des ressources humaines	Développer des outils de gestion des collaborateurs/Motivation des équipes	Identification des besoins
		Recherche et mutualisation d'outils et de méthodes appropriés
		Implémentation et testing des outils et méthodes

AIDE AU DEVELOPPEMENT		
Finalités	Objectifs	Priorités
Evolution des filières de formation et des compétences des formateurs	Développer de nouvelles filières porteuses	Appropriation critique des métiers en pénurie
		Identification de l'offre de formation par bassin
		Reconversion des formateurs en lien avec l'évolution des filières
Formation continuée des travailleurs	Assurer une formation continue organisée des travailleurs	Plans de formation individuels et collectifs
		Faire le lien avec les développements péda/formation de l'Interfédé
		Organisation de rencontres thématiques de travailleurs
Reconnaissance des acquis des stagiaires en ISP	Valorisation des acquis des stagiaires et fluidification des parcours de formation (passerelles et filières entre opérateurs EFP)	Analyse des dispositifs d'évaluation
		Démarche qualité
		Expérimentation des systèmes développés
Diversification des sources de financement (subventions et activités propres)	Soutenir le développement des activités des centres	Relevé des appels à projet et sources de financement autres
		Conseil et stratégie pour le développement des centres

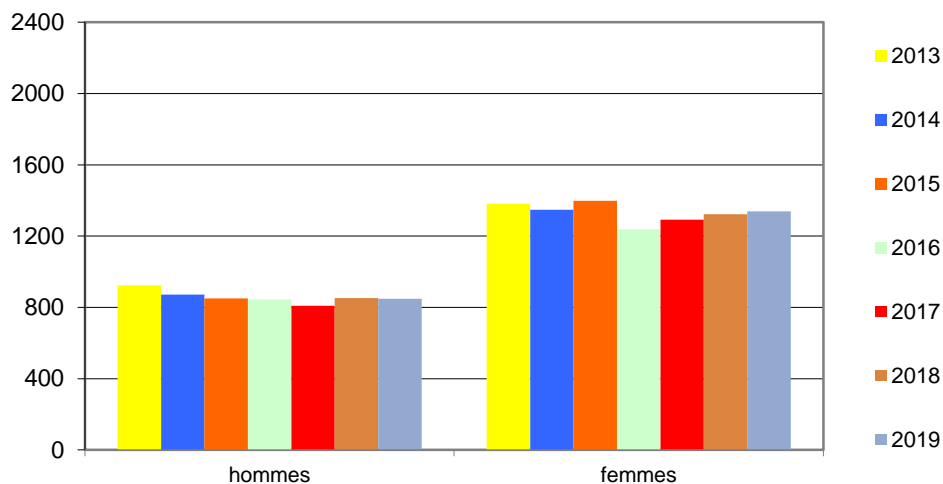
ANIMATION PEDAGOGIQUE		
Finalités	Objectifs	Priorités
Outils d'évaluation et de suivi des stagiaires (PIF, etc..)	Développement et évolution des modèles types et des méthodes d'évaluation et de suivi	Mutualisation des modèles et méthodes d'évaluation et de suivi
		Différenciation des besoins entre Défi et EFT
		Développer les méthodologie et outils d'évaluation
Analyse des pratiques d'évaluation des stagiaires et de leur progression	Développement d'une démarche qualité	Evaluation de nos pratiques d'évaluation des stagiaires et de leur progression
		Etude et analyse des pratiques existantes "démarche qualité"
Filière Orientation	Développement des pratiques pour les filières concernées	Suivi des GT orientation de l'IF
		Analyse des résultats GT IF
		Identification des besoins non rencontrés
Précarisation des publics	Comprendre et appréhender les impacts de la précarisation des publics sur la formation et le recrutement des stagiaires	Objectiver les ressentis, approfondir le sujet en analysant la précarisation et les phénomènes de désaffiliation/disqualification sociale des publics
		Adapter les pratiques aux nouvelles réalités sociales/sociétales
		Plus transversal/externe > Assemblée sectorielle sur le sujet/Lobbying-Sensibilisation
La formation sur chantier en EFT	Mieux articuler la dimension formation avec les activités chantier	Mutualisation des besoins des formateurs EFT/chantier et analyse des pratiques en l'état actuel
		Adapter les pratiques en remettant la formation/l'apprentissage et les compétences au centre des chantiers
		Articuler la formation sur chantier avec les référentiels IF
Elaboration du projet post-formation et suivi des stagiaires	Mutualisation / développement des outils d'élaboration du projet post-formation Mutualisation / développement des outils de suivi post-formation	Identification des sources externes de financement
		Méthode de construction du projet post-formation
		Analyses des méthodes d'évaluation du taux d'insertion des stagiaires

INFORMATION ET COMMUNICATION		
Finalités	Objectifs	Priorités
Valoriser et rendre accessible le travail de fond réalisé dans le cadre de ce plan d'action	Avoir une information mise à jour, bien organisée, synthétique et facile d'accès (Intranet, Trello,...), qui relaie les productions et l'état des travaux relatifs aux différentes thématiques	Capitalisation des informations et outils
		Diffusion de l'information
		Soutien à la production de supports
Accompagner et soutenir la communication des centres	Soutenir la réflexion sur les canaux de communication pertinents pour le développement des activités des centres	Appuyer le développement économique par la communication
		Appuyer le recrutement des stagiaires
		Réflexion sur une stratégie de communication globale

Les statistiques 2019

1. Ventilation du public accueilli par sexe

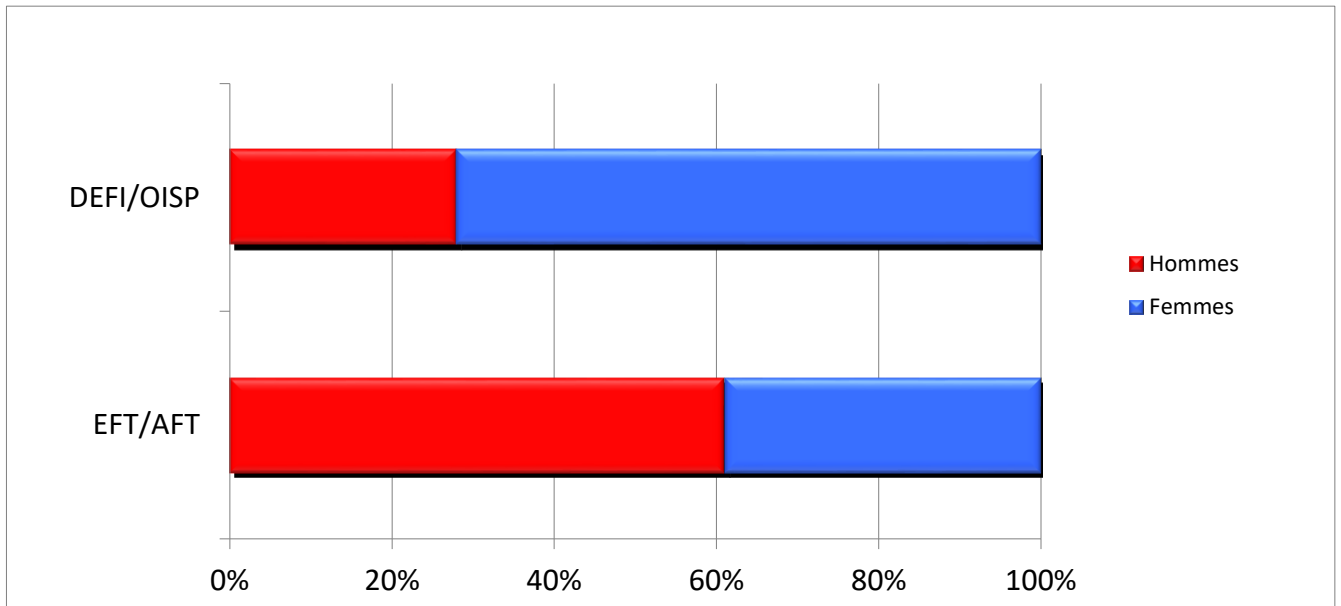
Les femmes sont toujours largement majoritaires parmi notre public. Il y a très peu d'évolution d'une année à l'autre.



2019	Hommes	Femmes
Chiffres absolus	848	1.339
En pourcentage	39 %	61 %

Les femmes sont aussi majoritairement présentes dans les filières DEFI et OISP, comme nous le verrons ci-après.

2. Des filières de formation sexuées



Suivant le type de pédagogie développée, il apparaît clairement que les femmes sont moins présentes dans les filières EFT.

Ce résultat est aussi à mettre en regard avec le nombre de filières en DEFI/OISP et EFT/AFT.

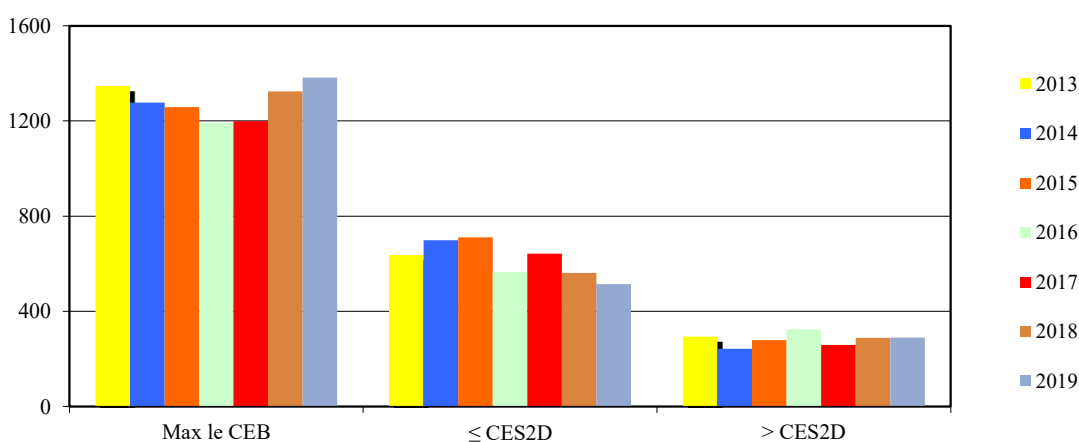
3. Niveau d'études à l'entrée par année

La mission des CISP est de former un public éloigné de l'emploi notamment pour des raisons de diplôme et correspond à nos options politiques.

Comme le montre le tableau ci-dessous, en 2019, on retrouve dans la structure de notre public AID, une forte proportion (61%) de stagiaires disposant au maximum du certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (CES2D) : 17% des stagiaires n'ont pas de diplôme, 20% disposent du CEB et 24% sont titulaires du CES2D. Les stagiaires ayant obtenu leur certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) constituent 12% des bénéficiaires et seul 2% d'entre eux peuvent se prévaloir d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Enfin, une proportion importante de stagiaires (26%) dispose d'un diplôme qui n'est pas reconnu en Belgique.

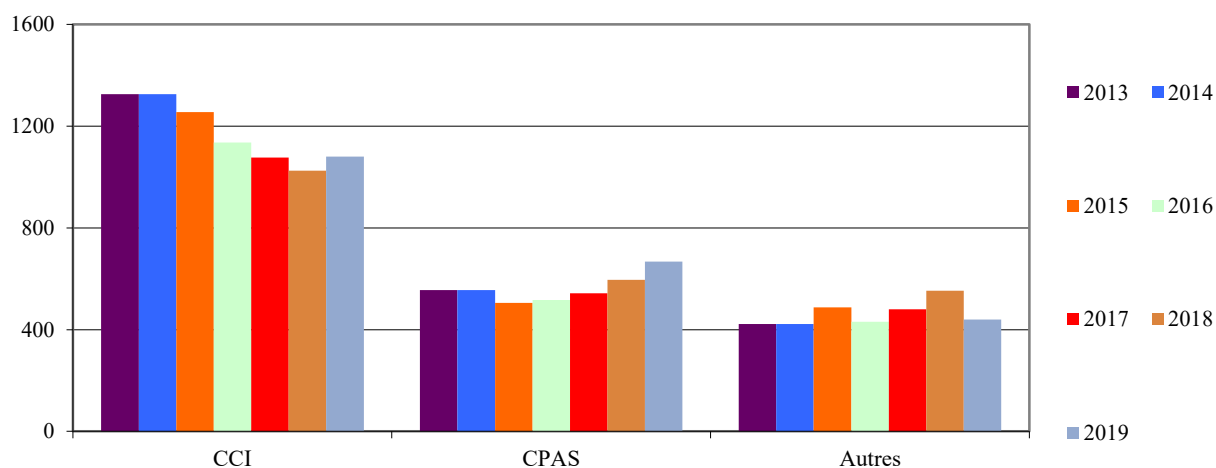
2019	sans diplôme	CEB	CES2D	CESS	Supérieur	Non reconnu
Chiffres absolus	378	434	514	256	34	571
En pourcentage	17%	20%	24%	12%	2%	26 %

Pour conserver une vue sur notre graphique pluriannuel, nous préciserons que les stagiaires ne disposant pas d'un diplôme reconnu sont repris sous la mention « max le CEB », tandis que les stagiaires disposant d'un diplôme « supérieur » sont repris sous la mention « > CES2D ».



4. Statuts administratifs à l'entrée

Jusqu'en 2015, les stagiaires étaient répertoriés selon trois statuts que nous avons voulu conserver pour nous permettre des comparaisons sur notre graphique pluriannuel : chômeur complet indemnisé (CCI), bénéficiaire des allocations du CPAS et demandeur d'emploi inoccupé hors CCI.



	Chômeurs indemnisés	Chômeurs non indemnisés	
		CPAS	Autres
Chiffres absolus 2019	1.080	667	440
En pourcentage	49 %	31 %	20%

Les chômeurs complets indemnisés représentent 49% de notre public (+2 % par rapport à 2018). Les 51% restant se répartissent entre les personnes relevant du CPAS (31%) et de la catégorie « autres » (20%) qui recouvre les personnes qui n'ont pas de revenu car elles sont à charge d'une autre personne. La diminution graduelle depuis 2015 de la proportion des stagiaires « chômeurs complets indemnisés », bien qu'elle se soit stabilisée, est à mettre en lien avec l'activation du comportement de recherche d'emploi : les personnes exclues des allocations de chômage se retrouvent avec seule perspective l'assistance des CPAS ou de leur famille.

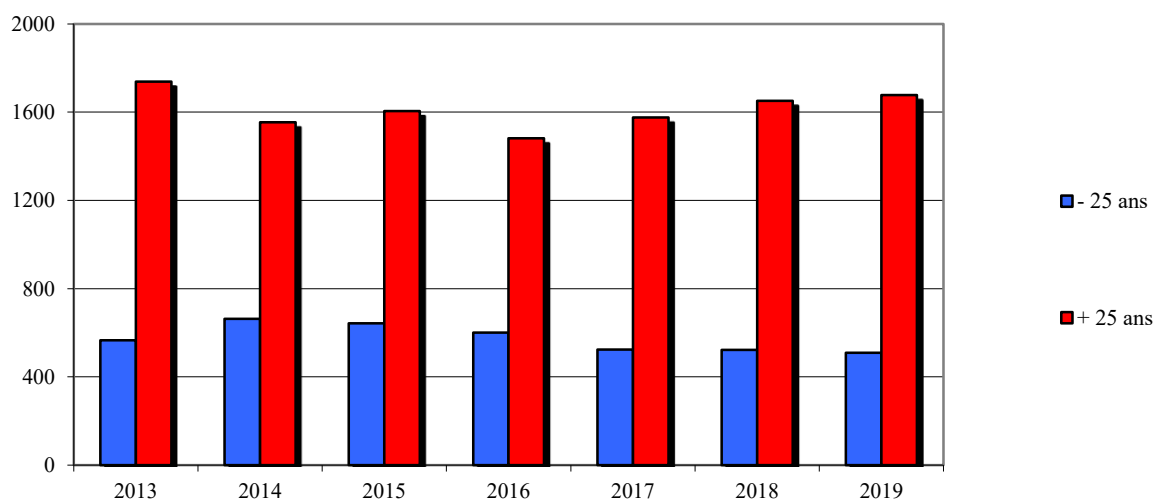
5. Ages des stagiaires à l'entrée

	- 25 ans	+ 25 ans	+ 50 ans
Chiffres absolus 2019	510	1.456	221
En pourcentage	23 %	67 %	10 %

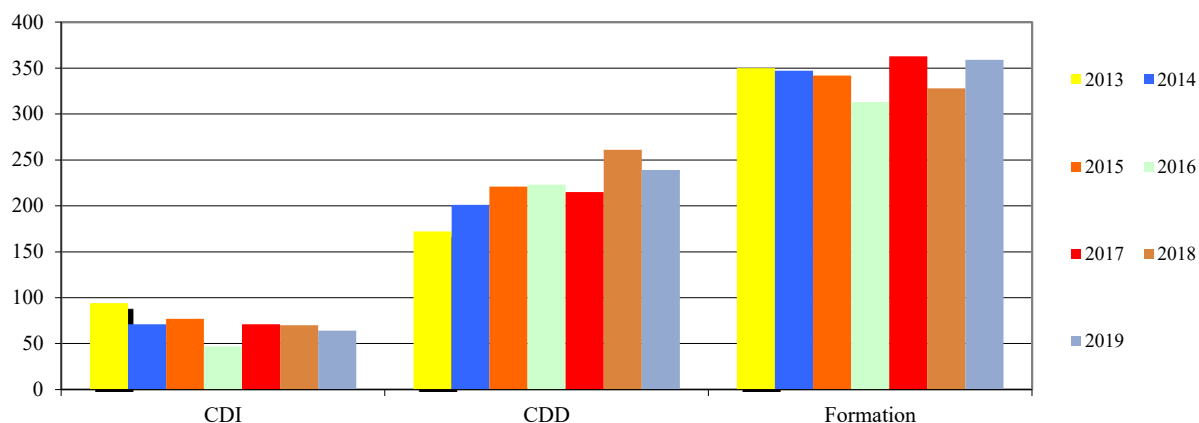
Les stagiaires qui fréquentent les centres de formation ont majoritairement plus de 25 ans (77% si on additionne les « + 25 ans » et les « + 50 ans »). Ce ne sont pas des jeunes qui sortent de l'école. Nous formulons l'hypothèse d'un lien avec la mise en place de la procédure d'activation du comportement de recherche d'emploi qui, depuis le 1^{er} janvier 2015, n'est plus soumise à une limite d'âge et est donc applicable jusqu'à l'âge de la pension.

On peut par ailleurs constater une diminution graduelle des moins de 25 ans depuis 2015.

Pour conserver une vue sur notre graphique pluriannuel, nous précisons que les stagiaires de « + 50 ans » sont repris sous la mention « + 25 ans ».



6. Les résultats d'insertion



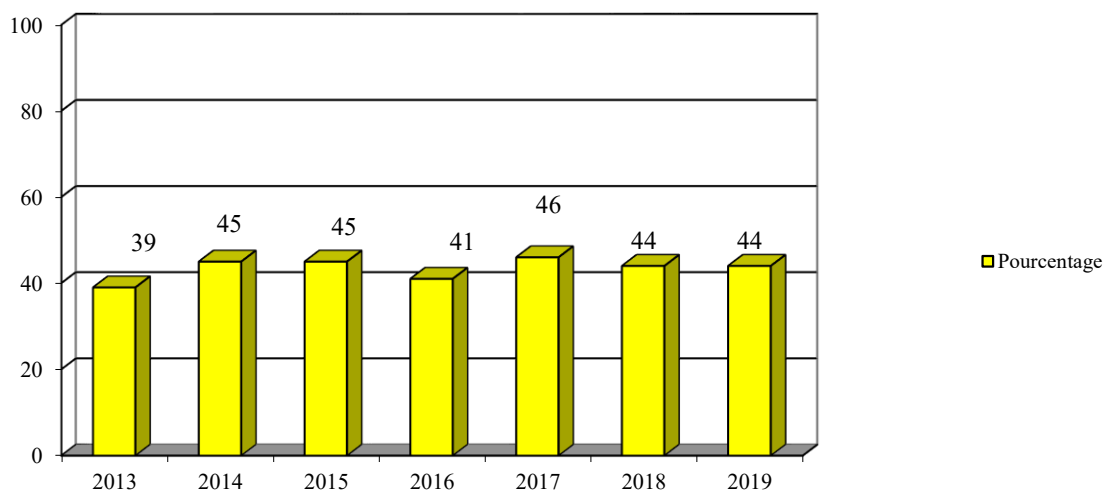
		Emploi			
	Total des inscrits 2019	Stagiaires qui ont quitté ou terminé la formation en 2019	Durée indéterminée	Durée déterminée	Formation
En chiffres absolus	2.187	1.521	64	239	359
			44 %		

Les résultats globaux d'insertion 2019 sont restés stables : 44% tout comme en 2018. En 2019, 69,55% des stagiaires ont quitté ou terminé la formation contre 68,1% en 2018.

Contrairement à l'année précédente, le nombre de stagiaires qui poursuivent une formation a progressé. Le nombre de contrats à durée indéterminée obtenus est relativement stable, même s'il a baissé légèrement. Par contre, le nombre de contrats à durée déterminée obtenus opère une nette diminution.

On notera qu'il y a un enjeu à travailler la sortie du stagiaire et son accompagnement post-formation (c'est d'ailleurs une obligation du décret).

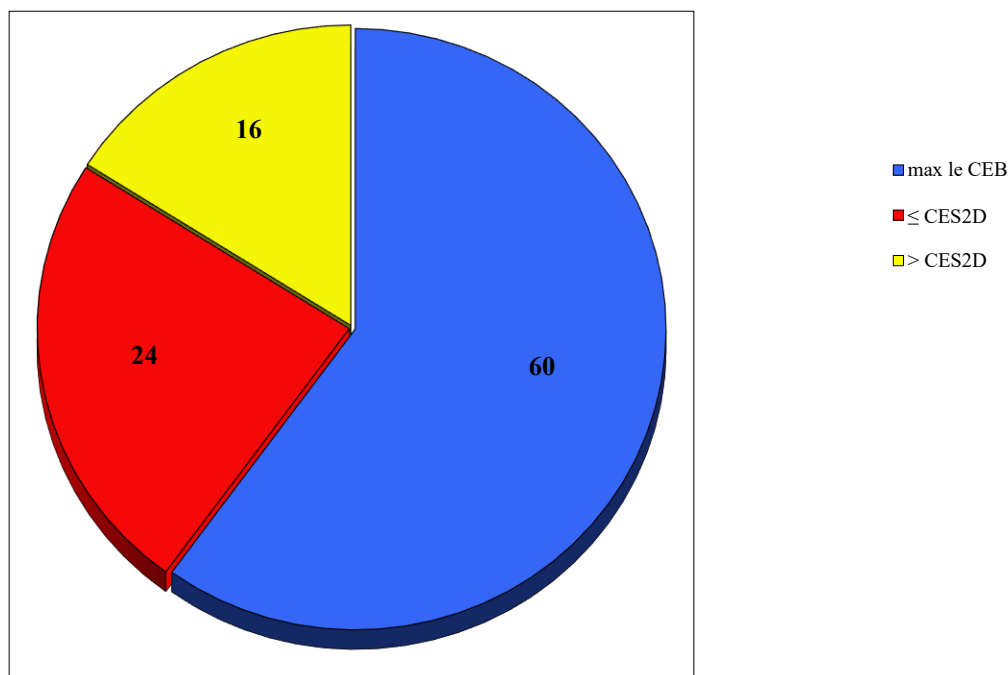
En pourcentage :



Résultat d'insertion en %	
2019	44 %

Les pourcentages d'insertion restent relativement stables depuis 2014, même s'il y a des évolutions dans le type d'insertion, comme on peut le constater dans le graphique à la page précédente.

7. Tableaux croisés taux d'insertion / niveau de formation de base



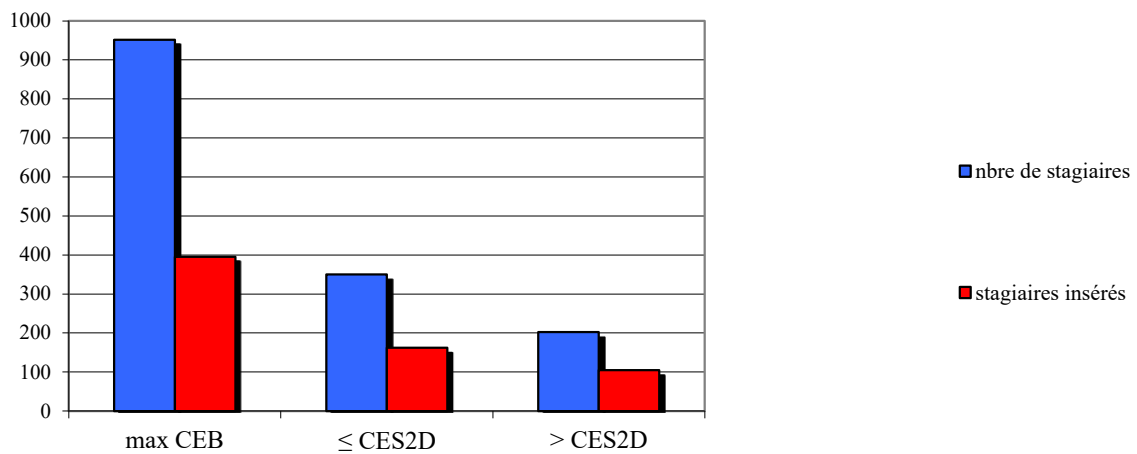
	Stagiaires qui ont quitté ou terminé la formation pour un emploi ou une formation	Maximum le CEB	≤ CES2D	> au CES2D
Stagiaires insérés	662	395	162	105
En pourcentage	100 %	60 %	24 %	16 %

A côté des chiffres absolus et d'un regard macro, il nous a semblé intéressant de croiser l'insertion et le niveau d'étude initial, car les stagiaires qui ont un emploi ne sont-ils pas ceux qui au départ avaient les plus grandes possibilités d'insertion ?

En 2019, on peut constater que les stagiaires qui disposent :

- au maximum du CEB, représentent 63% de notre public pour 60% d'insertion ;
- au maximum du CES2D, représentent 24% de notre public pour 24% d'insertion ;
- d'un diplôme supérieur au CES2D, représentent 14% de notre public pour 16% d'insertion. Proportionnellement, on s'aperçoit que le niveau de formation initial des stagiaires a un impact sur leur taux d'insertion.

8. Regardons de plus près le lien insertion et formation initiale :



	Total	Maximum le CEB	≤CES2D	> au CES2D
Stagiaires qui ont terminé ou quitté la formation	1.504	952	350	202
Stagiaires insérés	662	395	162	105
En pourcentage	44 %	41 %	46 %	52 %

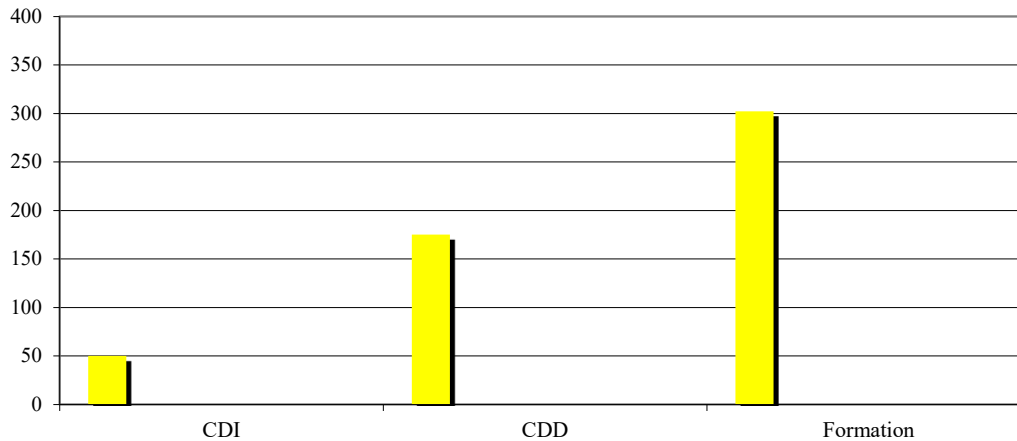
La formation initiale est-elle un facteur facilitant une insertion professionnelle ? Comment lire le tableau ci-dessus ?

Quand on a au maximum le CEB, on a 4,1 chances sur 10 de se réinsérer. C'est moins que la proportion pour les stagiaires disposant au maximum du CES2D (4,6 chances sur 10) ou pour les stagiaires disposant d'un diplôme supérieur au CES2D (5,2 chances sur 10).

On remarque pourtant que la situation évolue, ainsi pour les stagiaires disposant d'un diplôme supérieur au CES2D, le pourcentage de réinsertion était de 56% en 2018 et est de 52% en 2019. Pour les stagiaires disposant au maximum d'un diplôme CES2D, il était de 51% en 2018 et est de 46% en 2019. Cependant, leur taux d'insertion reste supérieur à la moyenne.

9. Et pour les stagiaires qui ont achevé leur formation ?

9.1 Les résultats d'insertion des stagiaires qui ont terminé la formation

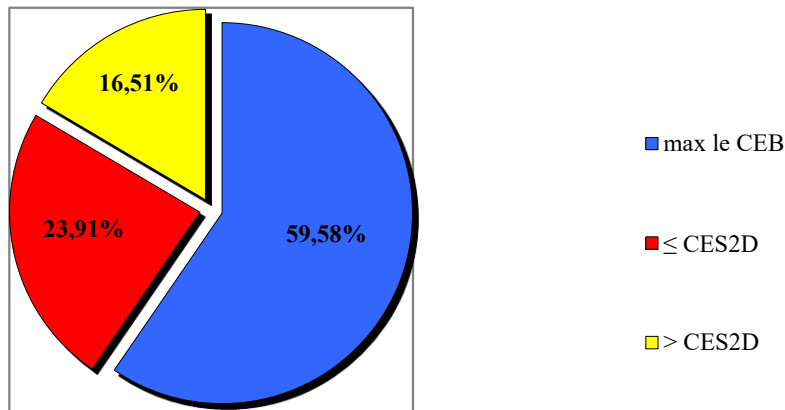


Total des inscrits 2019	Stagiaires qui ont terminé la formation en 2019	Emploi		
		Durée indéterminée	Durée déterminée	Formation
2187	1.099	50	175	302
		48%		

Les résultats globaux d'insertion sont légèrement plus élevés pour les stagiaires qui ont terminé leur formation : 48% en comparaison des 44% pour tous les stagiaires sortis en 2019, qu'ils aient quitté ou terminé la formation.

20,5% de stagiaires ont obtenu un emploi en fin de formation et 27,5% poursuivent une nouvelle formation.

9.2 Tableaux croisés taux d'insertion / niveau de formation de base



	Stagiaires qui ont terminé leur formation pour un emploi ou une formation	Maximum le CEB	≤ CES2D	> au CES2D
Stagiaires insérés	527	314	126	87
Pourcentage	100 %	59,58 %	23,91%	16,51 %

En croisant l'insertion et le niveau d'étude initial des stagiaires qui ont terminé leur formation pour un emploi ou une formation, on peut constater que les stagiaires qui disposent :

- au maximum du CEB, représentent 63% de notre public pour 59,58% d'insertion ;
- au maximum du CES2D, représentent 23% de notre public pour 23,91% d'insertion ;
- d'un diplôme supérieur au CES2D, représentent 14% de notre public pour 16,51% d'insertion.

Les pourcentages sont très similaires car les stagiaires insérés ayant terminé la formation représentent 79,6% des stagiaires insérés ayant quitté ou terminé la formation.

9.3 Regardons aussi de plus près le lien insertion et formation initiale

	Total	Maximum le CEB	≤CES2D	> au CES2D
Stagiaires qui ont terminé la formation	1099	690	257	152
Stagiaires insérés	527	314	126	87
En pourcentage	48 %	46 %	49 %	57 %

Les stagiaires qui ont terminé leur formation et qui ont au maximum le CEB ont 4,6 chances sur 10 de se réinsérer. Ils se rapprochent ainsi plus de la moyenne que lorsqu'on inclut les stagiaires ayant quitté la formation. Mais c'est toujours moindre que la proportion pour les stagiaires disposant au maximum du CES2D (4,9 chances sur 10) ou pour les stagiaires disposant d'un diplôme supérieur au CES2D (5,7 chances sur 10).

Globalement, on peut dire que pour tous les stagiaires qui ont au maximum le CES2D, leur chance d'insertion sont maximisées quand ils terminent la formation.

L'organigramme de l'AID Coordination

